

88.038

## 700 Jahre Eidgenossenschaft 700e anniversaire de la Confédération

Botschaft und Beschlussentwurf vom 1. Juni 1988 (BBI II, 1068)  
Message et projet d'arrêté du 1er juin 1988 (FF II, 1041)

Mme Aubry, rapporteur: Une fois de plus, je regrette de travailler dans de telles conditions. Depuis 8 heures ce matin, le Parlement est assidu à sa tâche et nous devons poursuivre notre séance pour un problème que j'estime important, non pas pour nous, mais pour la population de notre pays. Cela dit, permettez-moi de faire un rapide historique et subissez-moi encore un moment.

En 1991, la Confédération fêtera le 700e anniversaire de sa fondation. C'est en effet en 1291 que les trois Waldstätten, Uri, Schwyz et Unterwald, ont conclu le Pacte fédéral qui est devenu la base de la Suisse actuelle.

Deux commémorations: en 1891 pour le 600e, et en 1941 pour le 650e, ont fait date dans notre histoire. Elles ont eu lieu à Schwyz et ont permis de faire le point de la situation, tout en renforçant le lien national. Diverses expositions nationales ont également été mises sur pied depuis le milieu du XIXe siècle. Et on se rappelle sans doute la dernière, en 1964, appelée l'Expo, à Lausanne.

Une première tentative de lier la commémoration du 700e à une exposition nationale a vu le jour sous le nom de CH 91. Trop centralisé, ce projet aurait été implanté dans les cantons de Lucerne, Uri, Schwyz, Obwald, Nidwald et Zoug, qui ne comportent véritablement pas de grands centres urbains. Les citoyens de ces cantons ont rejeté ce projet en avril 1987, ceux de Lucerne l'avaient fait déjà deux ans plus tôt. Le Conseil fédéral, à la suite de ce refus, a chargé un groupe de réflexion, présidé par le professeur Urs Altermatt, de Fribourg, de présenter un nouveau projet. Les propositions de cette commission ont été soumises aux cantons et à la population qui, cette fois, les ont bien accueillies.

Le Conseil fédéral a choisi un délégué, en vue de l'organisation et de la coordination de la commémoration du 700e anniversaire. Vous le connaissez, c'est le Tessinois Marco Solari. Son esprit créatif motive aussi les responsables des divers secteurs de la fête de la Confédération.

Dans son message, le Conseil fédéral nous présente les trois fêtes principales qui sont placées sous les signes de la rencontre, de la culture et de la solidarité. Tout d'abord, la fête de la Confédération aura lieu dans la région de Schwyz, Brunnen-Rütli, en Suisse primitive, et sur les lieux mêmes de l'événement historique de 1291. Cette fête doit tisser des liens avec le patrimoine national et les traditions de notre pays. Elle doit aussi nous rappeler le berceau de l'indépendance de la Confédération. Elle aura lieu dans les jours qui précèdent et suivent le 1er août.

On a pensé à une marche jusqu'au Rütli, pour le Conseil fédéral, les représentants de la Confédération, des cantons et 3000 enfants des écoles. La fête du 1er août aura lieu à Schwyz, tandis qu'on a choisi Brunnen comme lieu de la fête populaire, les 3 et 4 août. Le «Festspiel» reste dans les traditions de la Suisse centrale, et il aura lieu entre le 1er août et le Jeûne fédéral. Les installations scéniques seront d'ailleurs utilisées entre-temps pour d'autres spectacles.

Le deuxième volet du 700e anniversaire sera «la Fête des quatre cultures». On y célébrera la diversité culturelle de la Suisse moderne: 26 cantons, quatre cultures, un pays! Une campagne «rencontres 1991» permettra des échanges à tous les niveaux à travers le pays, mais également au-delà des frontières. Ces rencontres, que je n'énumère pas ici – ce serait trop long et je fais confiance à votre imagination – reposent sur des initiatives privées, mises à part quelques institutions qui jouent déjà ce rôle.

Dans ce deuxième volet, nous trouvons encore le «spectacle suisse», appelé aussi «carrousel culturel», qui sera le point culminant de la «Fête des quatre cultures», et sera vraisemblablement présenté au Palais de Beaulieu, à Lausanne, avant de rayonner à travers la Suisse.

Le délégué au 700e anniversaire, en liaison avec l'Office fédéral de la culture et Pro Helvetia, fera appel à des artistes, écrivains, metteurs en scène et musiciens, afin de créer des oeuvres qui refléteront la diversité culturelle du pays, dans de nombreuses formes d'expression. Il va de soi que certaines de ces créations perdureront au-delà de 1991.

On complétera cette «Fête des quatre cultures» par le Forum culturel suisse. Des journées d'échanges d'idées, de réflexions rassembleront des chercheurs, des scientifiques, des journalistes venus de Suisse ou de l'étranger. On repensera la diversité culturelle de la Suisse et les chances qu'elle apporte. Ce sera un large débat d'idées.

Enfin, j'en arrive au troisième et dernier volet, celui de la «Fête de la solidarité», c'est-à-dire celle de la Suisse dans le monde. A l'occasion de son 700e anniversaire, la Suisse entend apporter sa contribution au monde, mais elle doit aussi se regarder dans le miroir des autres pays. C'est le canton des Grisons qui abritera la fête populaire internationale. Les personnes, groupes et organisations représentant les cinq continents participeront à ces manifestations.

En outre, on a prévu d'organiser trois symposiums dans les Grisons et un au Tessin, afin d'analyser les relations de notre pays avec les différentes parties du monde, entre autres avec l'Europe.

Mais la Suisse veut marquer sa solidarité avec le tiers monde, en créant un fonds commémoratif à l'occasion de son 700e anniversaire. Le peuple suisse, les cantons, les communes, l'économie seront appelés à alimenter ce fonds, alors que la Confédération fournira un capital de départ de 5 millions. C'est en corrélation avec notre politique en matière d'aide au développement que ce fonds sera mis sur pied. Il permettra de financer tout d'abord des échanges dans le domaine scolaire, puis dans le domaine artistique. Un prix, distribué par la fondation du fonds commémoratif, sera également décerné à partir de 1991, afin de récompenser les personnes ou organisations qui auront aidé à résoudre les problèmes du tiers monde.

Par ailleurs, une cérémonie officielle pour le Corps diplomatique aura lieu dans la capitale, en coordination avec les festivités du 800e anniversaire de la fondation de la ville de Berne.

Il est prévu, au Tessin, une exposition nationale en 1998, qui marquera les 150 ans d'existence de l'Etat fédéral dans sa forme actuelle.

Trois oeuvres durables sont encore prévues: le «Panorama de l'histoire suisse», la «Voie suisse» qui sera l'oeuvre communautaire des cantons, et la «Place des Suisses de l'étranger».

Ce sera donc grâce à l'engagement des cantons, des communes et de particuliers que la fête du 700e pourra connaître un éclat tout particulier.

Elle ne doit pas rester l'oeuvre de la Confédération et de son délégué au 700e anniversaire mais entraîner l'élan et l'enthousiasme de tout un peuple, jeunes et vieux, officiels ou simples citoyens.

J'en arrive au coût de ce projet, initialement fixé par le message du Conseil fédéral à un crédit-cadre de 55 millions de francs et corrigé par le Conseil des Etats à 65 millions. Notre commission s'est ralliée à la proposition du Conseil des Etats, 10 millions de francs représentant la garantie du déficit au lieu des 5 millions prévus dans l'ancien crédit. En février 1988, le Conseil fédéral a autorisé le Département fédéral des finances à frapper une monnaie spéciale d'or et d'argent pour le 700e anniversaire de la Confédération. On ne peut encore évaluer de manière exacte le bénéfice prévu qui pourrait être de 65 à 100 millions de francs.

Une proposition Bonny, adoptée par notre commission, demande que l'article 4, alinéa premier, de l'arrêté fédéral concernant les festivités commémoratives du 700e anniversaire de la Confédération, soit complété par une affectation

précise, soit: «Un reste éventuel sera utilisé par le Conseil fédéral à la réalisation et au soutien d'œuvres et d'actions culturelles et sociales de longue durée dans le pays, ainsi qu'aux actions de solidarité internationale, entreprises à l'occasion du 700e anniversaire de la Confédération.»

Deux arrêtés fédéraux règlent la forme légale de la réalisation des festivités. Le premier arrêté est de portée générale et sujet au référendum facultatif. Le second demande l'ouverture d'un crédit et revêt la forme d'un arrêté fédéral simple et n'est pas sujet au référendum. C'est à l'unanimité que votre commission a voté les deux arrêtés et vous demande d'en faire de même, toute divergence avec le Conseil des Etats nous faisant perdre du temps, et surtout en faisant perdre du temps à la réalisation de ces projets. La «Place des Suisses de l'étranger» a encore fait l'objet d'une proposition de M. Seiler, acceptée également à l'unanimité par la commission. Il demande au Conseil fédéral, par voie de postulat, d'examiner sous quelle forme et dans quelle mesure la Confédération peut participer aux frais découlant de l'aménagement de la «Place des Suisses de l'étranger» à Brunnen, envisagée d'ailleurs par l'Organisation des Suisses de l'étranger de la Nouvelle société helvétique.

Un postulat de M. Züger demande au Conseil fédéral d'examiner si le 1er août 1991 devrait être déclaré jour férié. Ce postulat a été accepté par 17 voix et 2 abstentions. Mais nous y reviendrons dans la discussion de détail avec les autres propositions qui ont été présentées.

Je conclus en vous précisant que le temps presse pour les organisateurs de ce 700e anniversaire et que des divergences avec le Conseil des Etats feront perdre un temps déjà fort limité pour la mise sur pied de cette fête. C'est pourquoi je vous demande de bien vouloir accepter le projet du message, comme il a été accepté cet après-midi par le Conseil des Etats et présenté par notre commission. Si nous voulons un 700e anniversaire de la Confédération réussi – et cela devrait être – il est l'heure de donner aux responsables la possibilité de réaliser leur projet, même si cette heure, ce soir, est déjà tardive.

**Züger, Berichterstatter:** Wenn die alten Eidgenossen vor 697 Jahren geahnt hätten, welches Interesse ihre Nachfahren für die 700-Jahrfeier – gemäss Saalpräsenz – hätten, hätten sie sich wohl überlegt, ob sie diesen Staat tatsächlich nochmals gründen würden. Nun zur Sache.

An einem schönen Aprilsonntag vor etwa anderthalb Jahren haben die Innerschweizer Kantone in einer denkwürdigen Abstimmung das überrissene Projekt CH91 bachab geschickt. Allgemein sprach man von einem Scherbenhaufen, und doch hatte auch diese Übung einen überaus positiven Aspekt. Man wusste und weiss jetzt ziemlich genau, was das Volk nicht will. Es will keine übermässige Umweltbelastung, keinen Baugigantismus, aber auch keine aufwendigen Bauprovisorien, erstellt nur für die Dauer der Veranstaltungen, und sicher auch keine Landesausstellung. Dagegen kein Wort, nicht ein einziges, gegen eine würdige Jahrhundertfeier.

Hier bin ich nun äusserst froh, dass sowohl die Groupe de réflexion als auch der Bundesrat diese Zeichen klar erkannt und – was noch wichtiger ist – die wirklich nötigen Schlüsse daraus gezogen haben. Dies beweist die Einstufung der 700-Jahrfeier als kulturelles Ereignis mit dem Leitmotiv «Begegnung», beruhend auf dem Prinzip der Dezentralisation. So sollen im Rahmen der Feierlichkeiten 700 Jahre Eidgenossenschaft folgende Anlässe stattfinden:

1. Das Fest der Eidgenossenschaft als eigentliche Geburtstagsfeier, verteilt auf die Urkantone.
2. Das Fest der vier Kulturen in der welschen Schweiz, das die Einheit trotz Verschiedenartigkeit betonen soll. Hier liegt, wie es der Name ausdrückt, das Hauptgewicht auf der kulturellen Ebene.
3. Das Solidaritätsfest, die Schweiz in der Welt, in der rätomanischen und italienischen Schweiz. Es bietet Gelegenheit, die Stellung unseres Landes in seinem weltweiten Beziehungsfeld zu verdeutlichen. Zur Betonung des Solida-

ritätsgedankens soll ein Jubiläumsfonds zugunsten der Dritten Welt geschaffen werden.

Die eigentlich zu diesem Gesamtkonzept gehörende Landesausstellung wird erst im Jahre 1998 im Tessin stattfinden und ist daher nicht Bestandteil dieser Vorlage. Leider wird auch das Panorama der Schweizer Geschichte in Schwyz als unabhängig geplantes Sonderprojekt behandelt. Ich verstehe zwar die Begründung des Bundesrates, bin aber als Schwyzer alles andere als begeistert.

Selbstverständlich sind weitere Aktivitäten von Kantonen, Gemeinden, Organisationen und Privaten zur 700-Jahrfeier sehr erwünscht und werden nach Möglichkeit unterstützt, auch finanziell.

Dass der Bundesrat mit Herrn Solari einen Delegierten zum guten Gelingen eingesetzt hat, dürfte in der Zwischenzeit allgemein bekannt sein.

Noch ein Wort zu den Kosten. Im Gegensatz zu den vom Bundesrat vorgeschlagenen 55 Millionen Franken, wovon 5 Millionen Franken Defizitgarantie, schlägt Ihnen die Kommission in Uebereinstimmung mit dem Ständerat vor, den Verpflichtungskredit um 10 auf 65 Millionen Franken zu erhöhen, wovon wiederum 10 Millionen Franken als Defizitgarantie auszugestalten wären. Auf die einzelnen Anträge und Postulate der Kommission werden wir in der Detailberatung noch eingehen.

Abschliessend bitten wir Sie, sowohl zum Bundesbeschluss über die Feierlichkeiten 700 Jahre Eidgenossenschaft – welcher dem fakultativen Referendum untersteht – wie auch zum Bundesbeschluss über die Finanzierung der Feierlichkeiten 700 Jahre Eidgenossenschaft – ohne Referendumsmöglichkeit –, Eintreten zu beschliessen und inklusive beantragter Kostenerhöhung auch zuzustimmen. Die Feierlichkeiten anno 1991 werden zeigen, dass die heutigen Beschlüsse gut waren.

**Seiler Hanspeter:** Nach den eindeutig negativen Abstimmungsergebnissen in den Innerschweizer Kantonen zum Projekt CH91 hat der Groupe de réflexion unter Leitung von Professor Altermatt in kurzer Zeit ein brauchbares, den Verhältnissen unserer Zeit angepasstes und in seinen Grundsätzen allseitig akzeptiertes Konzept erarbeitet. Dafür gebührt ihm Anerkennung.

Dieses Konzept scheint uns gut machbar und ebenso gut finanzierbar. In diesem Sinne hatten die erwähnten Abstimmungen eine heilsame Wirkung, und ich schliesse mich den Worten von Kollege Züger an: Wir wissen jetzt zumindest, was man nicht will. Wir begrüssen insbesondere die dezentrale Durchführung der Feierlichkeiten beziehungsweise der Veranstaltungen und die Tatsache, dass man diese Feierlichkeiten in einfachem Rahmen durchführen will und sie vorwiegend kulturell ausrichtet. Wir wollen schliesslich Veranstaltungen vom Volk für das Volk und keine pompösen Selbstdarstellungen des Staates.

Ein Gesichtspunkt scheint uns im Konzept ein wenig zu kurz gekommen zu sein; man mag das der kurz bemessenen Vorbereitungszeit zuschreiben: Die Fünfte Schweiz nämlich! Die momentan rund 400 000 Auslandschweizerinnen und Auslandschweizer sind wichtige Aussenposten und Botschafter unseres Landes. Rund 220 000 davon wohnen allein in den EG-Staaten. Die wirtschaftliche, politische und kulturelle Bedeutung dieser Bevölkerungsgruppe rechtfertigt es, dass die Auslandschweizer vermehrt in das Konzept miteinbezogen werden. Gerade nach 1992 dürfte der Stellenwert der Fünften Schweiz – insbesondere im EG-Raum – an Bedeutung gewinnen. Eine grosszügige Behandlung ist deshalb angebracht. Ein Anfang könnte zum Beispiel die Mitbeteiligung an der Finanzierung des Auslandschweizerplatzes in Brunnen sein. Wir ersuchen Sie, in diesem Sinne dem Kommissionspostulat zuzustimmen.

Wir unterstützen auch den Antrag Bonny, den Artikel 4 so zu ergänzen, dass der Prägegewinn aus der Ausgabe der Sondermünzen – soweit er die finanziellen Aufwendungen für die Feiern übersteigt, was ein recht erhebliches Mass sein dürfte – zweckgebunden zur Unterstützung kultureller Aktionen und Werke mit Langzeitwirkung verwendet wird.

Ich erinnere zum Beispiel an das Freilichtmuseum Ballenberg, eine anerkannt nationale Aufgabe, das die versprochenen, aber noch nicht bezahlten Bundesfranken dringend nötig hätte.

Ich äussere mich auch zu den anderen Anliegen und Anträgen. Dem Anliegen, den 1. August 1991 zum arbeitsfreien Feiertag zu erklären, können wir ebenfalls beipflichten. Hingegen kann ich mir vorstellen, dass ein Zusatz, wie ihn Herr Nationalrat Ledergerber zu Artikel 4 vorschlägt, nicht sehr sinnvoll ist und sogar kontraproduktiv wirken würde. Ueberlassen wir doch diesen Entscheid dem jeweiligen Veranstalter, der je nach Form, Grösse und Wert der Veranstaltung viel besser entscheiden kann, ob ein Eintrittspreis gerechtfertigt ist oder nicht. Es muss ja wahrlich nicht immer alles aus dem Bundeshaus angeordnet werden! Ich bitte Sie, den Antrag abzulehnen.

In Uebereinstimmung mit dem Ständerat scheint uns eine Erhöhung des Rahmenkredites auf 65 Millionen Franken im Beschluss B vernünftig und finanzpolitisch ehrlicher. Hingegen einen gleichen Betrag für die generelle Entschuldung der ärmsten Länder im Rahmen dieses Bundesbeschlusses bereitzustellen, lehnen wir ab. Der direkte sachliche Zusammenhang mit dieser Vorlage scheint uns wirklich nicht gegeben.

Bedenken wir etwas: Ueberladen wir diese Vorlage nicht mit zuviel Unnötigem oder Sachfremdem und ermöglichen wir mit einer raschen Verabschiedung dem Delegierten, Herrn Solari, und seinen Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern, möglichst bald mit der konkreten Arbeit zu beginnen! Die Zeit dazu könnte sonst bald einmal knapp werden.

Ich bitte Sie, in diesem Sinne auf die Vorlage einzutreten und den beiden Bundesbeschlüssen zuzustimmen.

**Dietrich:** Die CVP-Fraktion begrüsst die Grundideen der Botschaft, die Feierlichkeiten der 700-Jahrfeier zu dezentralisieren. Damit kommt sie dem Trend und dem Bedürfnis unserer Zeit nach Ueberschaubarkeit und Kleinräumigkeit entgegen. Auch wir danken der Groupe de réflexion, danken dem Bundesrat für die ausgewogene Botschaft.

Unseres Erachtens sind die Feste gut auf die Sprach- und Kulturregionen verteilt. Wir wollen keine Stellungnahmen zu einzelnen Aktivitäten und Festlichkeiten, zu einzelnen Anlässen abgeben; denn wir haben Vertrauen in den Delegierten, in die Organisationen, in die Behörden, die das landauf, landab vorbereiten und durchführen. Sie brauchen den Spielraum für die Gestaltungsmöglichkeiten. Sie müssen möglichst viel Freiheit haben, ihre Aktionen nach Mass zu planen: «feierlich, festlich, besinnlich, fröhlich»; Anlässe nach Mass.

Wir wünschen, dass die vom Bund initiierten Festveranstaltungen – so auch das Kulturkarussell – möglichst dezentralisiert durchgeführt werden. Wir wünschen auch, dass die Auslandschweizer besonders berücksichtigt werden. Wer Gelegenheit hatte, den 1. August im Ausland zu feiern, weiss um die Verbundenheit der Auslandschweizer mit unserem nationalen Feiertag. Ganz bestimmt wird das bei 700 Jahren Eidgenossenschaft noch bedeutend stärker zum Ausdruck kommen.

Wir wünschen auch, dass die Aktion «Begegnung 91» finanziell unterstützt wird. Es hat sich sehr rasch gezeigt, wie gross das Interesse in der Schweiz ist. Es sind zahlreiche Organisationen, Institutionen, Vereine, die sich bereits gemeldet haben und Ideen bringen. Es braucht hier eine Koordinationsstelle der privaten Initiative. Und wir bitten darum, dass diese Aktion in finanzieller Hinsicht unterstützt wird, dass wir unsere Koordinationsfunktion wahrnehmen und auch Information betreiben können.

Die CVP-Fraktion ist für Eintreten, stimmt den Bundesbeschlüssen zu, stimmt dem Antrag Bonny zu, stimmt den Postulaten der Kommission zu, stimmt auch zu, dass der Kredit auf 65 Millionen Franken erhöht wird, also in vollem Einverständnis mit dem Vorredner der SVP und mit der Kommission.

Gestatten Sie mir, noch ein persönliches Anliegen in aller Kürze darzulegen: Nach einem Jahr Mitgliedschaft in die-

sem hohen Rate wurde ich oftmals angefragt – besonders von jungen Leuten –, weshalb wir denn hier nach Sprachen getrennt sitzen. Unser Leitmotiv ist «Begegnung 91». Ich bin der Meinung, wir sollten auch in diesem Ratssaal ein Zeichen setzen, wie es die Zürcher Stimmberechtigten am letzten Sonntag getan haben. Ich habe mich bei Kollegen, die schon länger im Rat sind, erkundigt, weshalb dem so ist. Die Antwort war immer: Das war immer so; das ist Tradition. Ich bin der Meinung: Das ist schon nicht mehr Tradition. Das ist Routine, und Routine ist wohl nichts anderes als Tradition minus Geist.

Ich habe in diesem Sinne dem Ratsbüro eine Motion eingereicht, und ich hoffe, dass wir hier ein Zeichen setzen können und die Sprachenbarriere in diesem Saal symbolisch abschaffen.

**Wiederkehr:** Es ist hinlänglich bekannt: Die Innerschweizer haben die CH91 bachab geschickt, und dem war wahrlich keine Träne nachzuweinen, sofern es den geplanten Gigantismus betraf. Es sind aber im Halbschatten der CH91 etliche Ideen entstanden, die als sogenannte «landesweite Aktivitäten» apostrophiert wurden und die meist aus privater Initiative erwachsen sind, bei denen es schade wäre, sie einfach zu schubladiesieren. Die meisten davon betreffen nicht Nabel- oder Rückschau, sondern sie wollen geistige und kulturelle Auseinandersetzung mit der Zukunft. Das hilft auch einem Siebzigjährigen noch über die Runden und wird auch einer Eidgenossenschaft, die 700 Jahre alt ist, gut tun. Nun stösst man beim ersten Durchlesen der Botschaft zuerst auf die Feste, und das ist gut so. Nach so vielen Jahren Eidgenossenschaft soll auch tatsächlich gefestet werden. Ich vertraue darauf, dass sich diese Feste von einer «Olma» noch durch anderes unterscheiden als nur durch die Länge der Bratwurst. Die wird dann sicher 700 mm betragen.

Beim zweiten Durchlesen der Botschaft stellte ich darin einen Ueberhang an «Eintagsfliegen-Veranstaltungen» mit dem Rücken zur Zukunft fest und wenig bis nichts, was als Idee oder Projekt auch über das Jahr 2000 hinaus Bestand haben könnte.

Ich bin deshalb sehr froh, dass ein Begehren der Kommission, das Sie als Antrag Bonny auf Ihrem Pult haben, vorsieht, mit dem Prägegewinn der Gold- und Silbermedaillen auch Werke mit Langzeitwirkung zu unterstützen. Auch sollten die Veranstaltungen in der ganzen Schweiz und im Ausland durchgeführt werden können. Der Bund sollte in der Lage sein, mit den Kantonen, Gemeinden und auch Privaten direkt zusammenzuarbeiten.

Die LdU/EVP-Fraktion bittet Sie, auf die Vorlage einzutreten und allen zukunftssträchtigen und solidarischen Anträgen Ihre Stimme zu geben.

**Frau Stocker:** Es ist schwierig, die Schweiz zu feiern, nicht nur, weil wir das hier um halb neun Uhr diskutieren, sondern grundsätzlich. Die Zeiten sind vorbei, wo es genügte, die Grösse der Schweiz in Beton zu manifestieren; so hoffen wir Grünen.

Es ist schwierig, die Schweiz zu feiern. Sind die Stärke, die Grösse wirklich hausgemacht? Auf wessen Kosten gehen sie? Es ist tatsächlich schwierig, die Schweiz zu feiern, wissen wir doch um die Mühe mit der Identität, Schweizerin oder Schweizer zu sein. Vor allem ist es für die junge Generation oder gewisse Randgruppen schwierig. Wie wollen wir mit ihnen über «Heimat» sprechen, wenn der Wald stirbt und demnächst – ich möchte Herrn Dreher und Herrn Scherrer warnen –, ein Fels das Rütli zudecken könnte, weil kein Baum mehr die Steine zurückhalten kann? Es ist schwierig, die Schweiz zu feiern. Viele leiden an ihr, und es sind nicht die schlechtesten Patriotinnen und Patrioten.

Die grüne Fraktion begrüsst daher den Versuch der Groupe de réflexion, statt sich aus- und darzustellen Aktivitäten, eigenständige Unternehmungen in Szene zu setzen, und zwar unter den Stichwörtern: Kultur, Begegnung und Solidarität, überall in der Schweiz und weltweit.

Kultur: Es könnte auch die Kultur von Minderheiten sein,

auch jener, die nicht schick sind, wenn sie die Schweiz vertreten wollen.

**Begegnung:** Es könnte auch die Begegnung zwischen Menschen sein, die wir lieber nicht wahrnehmen möchten. Ich denke an Betagte, Behinderte, an Aids-Patientinnen und -Patienten, an Menschen am Rande der Gesellschaft.

**Solidarität:** Es könnte uns damit ja wirklich ernst sein. Solidarität könnte nämlich auch Umlernen bedeuten und vielleicht auch eine Solidarität mit Emanzipationsbewegungen unserer Zeit. Was wissen wir denn, ob die drei grossen Helden im Treppenhaus des Bundeshauses nicht eigentlich einer nationalen Befreiungsbewegung angehört haben, damals, 1291, und heute feiern wir sie.

**Kultur, Begegnung, Solidarität:** Eine Schweiz, die diese Worte wirklich ernst nähme, könnte vielleicht noch begeistern, auch junge Menschen, auch Frauen und Männer, denen es noch nicht «wurst» ist, wie es mit unserem Land weitergeht. Es könnte sein, dass wir so sogar wieder motivierter werden, das Wort Eidgenossenschaft ernst zu nehmen, aber es ist schwierig, die Schweiz zu feiern, weil wir die Schweiz nicht feiern können, sondern sie «tun», verwirklichen müssen, und auch Herr Solari, eine Art «Superman» kann das für uns nicht tun. Das müssen wir selbst tun.

Meine Hoffnung und die der grünen Fraktion ist, dass 1991 die Schweiz zu einem Tätigkeitswort würde, zu einem aktiven, mitverantwortlichen Tun. So wären dann auch die 65 Millionen Franken, denen wir zustimmen, durchaus gerechtfertigt. Wir haben Geld schon viel dümmmer ausgegeben. Es ist schwierig und einfach zugleich, die Schweiz zu feiern, wenn wir nicht so sehr die Welt der Väter zelebrieren als vielmehr Zukunft ermöglichen wollen, eine Zukunft, die sich vielleicht noch etwas ungebühlich artikuliert, vielleicht sogar etwas rebellisch sein darf. Wer weiss denn, ob die grossen Helden da im Treppenhaus des Bundeshauses seinerzeit nicht auch solche rebellischen Männer waren? Vielleicht hatten sie im Hintergrund sogar Frauen.

Wir sind nicht mehr einfach als Schweizerinnen und Schweizer die grössten, die besten, die humanen, sondern wir haben neu zu lernen, was Eidgenossenschaft bedeuten könnte. Und dazu könnte sich die 700-Jahrfeier eignen.

Die Schweiz als Tätigkeitswort, so liesse sie sich feiern, und so machen auch wir Grünen mit.

**M. Gros:** Le vote des cantons de Suisse centrale, le 26 avril 1987, refusant le projet CH 91, a représenté un coup d'arrêt sévère aux préparatifs de la commémoration du 700e anniversaire de la Confédération. Une bonne partie du peuple suisse a ressenti à cette époque un sentiment de découragement. Valait-il encore la peine de célébrer l'anniversaire de 1991?

Le message qui nous est soumis aujourd'hui est l'occasion, pour le groupe libéral, de féliciter le Conseil fédéral, et en particulier M. le chef du Département de l'économie publique. Il fallait, suite à ces votes négatifs, faire preuve de courage politique, tenir compte du vœu des populations de la Suisse centrale de ne pas faire dans le gigantisme, et faire vite, 1991 étant très proche. Le Conseil fédéral a tenu ces gageures, et il convenait de le dire.

En confiant l'organisation des festivités à toutes les régions de notre pays, le Conseil fédéral voit juste. Il évite ainsi une centralisation qui n'aurait pu qu'irriter à nouveau les cantons fondateurs. Il contribue également à impliquer tous les cantons dans l'organisation du 700e, favorisant ainsi le sentiment de chacun d'appartenir à une même communauté.

On peut d'ailleurs d'ores et déjà estimer que, si le financement de la Confédération s'élèvera à 65 millions de francs, si vous suivez la proposition de la commission, l'engagement financier des cantons sera de quelque 100 millions. C'est à nos yeux un bon équilibre.

Pourquoi fêter 700 ans d'existence? Si c'est uniquement dans le but d'une grande démonstration d'autosatisfaction, cela ne vaut pas la peine. En revanche, il est bon, à certains moments, de savoir d'où l'on vient et où l'on va, et ce genre d'anniversaire peut nous en donner l'occasion. Même si le

message, par son caractère explicatif et énumératif, ne traduit pas un enthousiasme débordant, l'esprit dans lequel M. Delamuraz, ainsi que son délégué, M. Solari, sont décidés à faciliter la coordination des diverses manifestations, nous a convaincus en séance de commission. Rencontres, utopie, ouverture et solidarité: tels sont les mots-clés autour desquels s'articuleront les festivités. Ces formules ne peuvent que plaire au groupe libéral. Ces mots incluent en effet une part de rêve, une espérance dans l'avenir qui, même s'ils ne correspondent pas tout à fait à la réalité helvétique actuelle, laissent cependant augurer une participation active de la population, et plus particulièrement de la jeunesse de ce pays.

Une Suisse qui se souvient du comment, du pourquoi de sa création, oui, mais une Suisse au-delà de sa réalité quotidienne, de l'image étriquée qu'elle donne parfois d'elle-même! L'utopie peut représenter autre chose qu'un rêve qui ne devrait jamais se réaliser. L'utopie, et c'est ainsi que le groupe libéral peut la concevoir dans le 700e anniversaire, peut signifier aussi une conception de la Suisse future, un pays ouvert, solidaire et généreux, un pays qui veut affirmer ses diverses cultures, sans honte de les rattacher aux pays voisins, mais dans le seul but d'enrichir la Suisse, justement par cette diversité; un pays qui ne cède pas au nombrilisme mais qui s'ouvre au monde, qui combat ses tendances au repli sur soi et qui observe ce qui se passe autour de lui, notamment la construction de l'Europe.

C'est en particulier pour ces raisons qu'il est très important de rejeter la proposition de M. Steffen qui veut supprimer tout le volet «ouverture sur le monde» de ces festivités.

Nous ne pouvons avoir qu'un souhait: que les cantons, les communes et les multiples organisations privées qui réaliseront les festivités fassent que cette utopie devienne l'affaire de tout le peuple suisse.

J'en viens maintenant aux arrêtés que nous devons voter. Le groupe libéral vous invite à en accepter le premier. J'aurais cependant une question à poser au Conseil fédéral concernant l'article 4 sur le financement. Il est en effet prévu que les dépenses seront couvertes, dans la mesure du possible, par le bénéfice provenant de la frappe des monnaies spéciales. Or, à deux reprises, l'Administration fédérale des finances a soumis aux banques une commande de monnaies spéciales commémorant le 700e anniversaire de la Confédération. Dans sa première offre de commande, l'administration s'était engagée à honorer à cent pour cent les demandes, pourvu que les banques, à leur tour, s'engagent à acheter les quantités commandées. Après que les banques eurent commandé 3,5 millions de pièces d'or d'une valeur nominale de 250 francs, le Département fédéral des finances a purement et simplement renoncé à cette commande, voulant réduire à un million de pièces la commande définitive. On peut se demander sur quelle base l'Administration fédérale des finances annule ainsi une commande ferme et procède à une autre comprenant d'autres modalités, par exemple l'obligation de vendre la pièce d'or dans un étui facturé à 30 francs.

Maintenant, seules 650 000 pièces d'or ont été commandées. On peut alors se demander si cette limitation artificielle du nombre de pièces d'or ne va pas créer une situation de spéculation, d'une part, et priver l'ensemble de la population de ce souvenir très prisé, d'autre part. On peut aussi se poser la question de savoir si le financement prévu à l'article 4 ne va pas être restreint sans raisons valables.

Toujours à l'article 4, le groupe libéral soutiendra la proposition de M. Bonny, visant à ce que le bénéfice supplémentaire provenant de la frappe de la monnaie ne tombe pas dans la caisse générale de la Confédération.

En ce qui concerne le deuxième arrêté, le groupe libéral vous propose de suivre le préavis de la commission de porter à 65 millions le crédit de programme et d'affecter 10 millions à la garantie des déficits, et cela pour les motifs qu'a évoqués la présidente de la commission.

En conclusion, je citerai une phrase que Monsieur le chef du département a prononcée en séance de commission: «Il faut maintenant que le 700e sorte du Palais fédéral pour devenir

la fête du peuple suisse». Pour le groupe libéral, les idées sont là, elles sont bonnes, elles doivent maintenant enthousiasmer. Dans ce pays, où l'on remarque ces temps-ci que tout grand projet se heurte à de nombreux obstacles, le rôle de coordinateur que vous vous apprêtez à assumer, Monsieur le Conseiller fédéral, ainsi que Monsieur Solari, revêtira la plus grande importance. Pour donner l'impulsion et le souffle nécessaires à ces manifestations, il conviendra sans doute de se montrer quelque peu despote éclairé. Le groupe libéral vous fait confiance pour donner à cette commémoration toute la grandeur qui convient.

**Bonny:** Zuerst möchte ich einmal allen Kolleginnen und Kollegen danken, die immer noch ausharren. Das verdient Anerkennung nach einer Energie-debatte, die dem Rat fast die letzte Energie geraubt hat. Nach dieser Debatte tut es gut, sich nun einer Vorlage zuzuwenden, bei der es in erster Linie um staatspolitische, um kulturelle und um historische Aspekte geht.

Die freisinnige Fraktion stimmt den beiden Bundesbeschlüssen zu den Feiern der 700-Jahrfeier einstimmig und freudig zu. Wir huldigen nicht irgendwelchem Nationalismus, wir erachten es aber als eine Selbstverständlichkeit, dass ein Staat wie die Schweiz mit einer bewegten und von vielen Opfern gezeichneten Geschichte, mit ihren Eigenheiten, mit ihrer Vielfalt der Sprachen, Kulturen, Konfessionen und Rassen das Jubiläum ihres 700jährigen Bestehens in würdiger Form begeht. Nicht im Sinne einer selbstgefälligen Beweihräucherung, sondern in Form einer Feier mit dem dankbaren Gedenken an unsere Vorfahren, mit einer Standortbestimmung über die Grenzen unseres Landes hinaus, wobei auch kritische Töne nicht fehlen sollen.

Die Feier gibt vor allem auch Gelegenheit, in die Zukunft zu blicken. Gerade unter diesem Blickwinkel scheint mir das Leitmotiv «Begegnung», das der Bundesrat in seiner Botschaft diesen Feiern zugrunde legt, gut gewählt. Die Auseinandersetzung mit der Europäischen Gemeinschaft führt zu einer Sogwirkung von aussen auf unsere Sprachkulturen und Kulturen überhaupt: Die Deutschschweizer könnten sich vermehrt der Kultur der Bundesrepublik Deutschland zuwenden, die Romands derjenigen Frankreichs, die italienischsprachigen Schweizer derjenigen Italiens. Diese grenzüberschreitenden kulturellen Kontakte sind durchaus verständlich und daher zu begrüßen. Wir wollen uns ja nicht absondern. Aber als Gegengewicht zu diesen zentrifugalen Tendenzen sollten wir die kulturellen Bande und das gegenseitige Verständnis zwischen unseren ethischen Gruppen wieder verstärken. Hier sehen wir einen klaren Schwerpunkt im Rahmen der 700-Jahrfeier unserer Eidgenossenschaft. Gerade diesem Zweck dient auch die in der Botschaft vorgesehene Verteilung der Manifestationen und Feiern auf die verschiedenen Landesgegenden.

Im übrigen sind wir der Meinung, dass es nicht Aufgabe des Parlaments ist, in die Programmatik und in den Vollzug allzu sehr hineinzureden. Das ist Sache des Bundesrates und des Delegierten. Primär müssen wir die finanziellen Mittel zur Verfügung stellen, die es eben braucht, um diese Feier gut und würdig durchzuführen.

Die Freisinnigen stimmen dem Beschluss des Ständerates, den Rahmenkredit um 10 Millionen Franken auf 65 Millionen Franken zu erhöhen, zu. Wir sind überzeugt, dass die so aufgestockten Mittel erforderlich sind und nicht einmal einen grossen Spielraum enthalten, um weitere Anlässe durchzuführen.

Unbefriedigend findet unsere Fraktion die doch etwas rudimentären Ausführungen in der Botschaft zur vorgesehenen Ausgabe einer Sondermünze aus Gold und Silber zu diesem Jubiläum. Wir lesen da einen lapidaren Satz, ich zitiere: «Ueber die genaue Verwendung des Prägegewinns dieser Sondermünzen kann der Bundesrat erst entscheiden, wenn gesicherte Daten vorliegen».

Wir begrüßen daher die Motion der Kommission beziehungsweise den Ergänzungsantrag zu Artikel 4 des Bundesbeschlusses, der Klarheit schaffen soll, was mit diesem Prägegewinn zu geschehen hat. Noch kennen wir die Höhe

des Gewinnes nicht, andererseits ist am Erfolg dieser Emission nicht zu zweifeln, dies um so weniger, als der Bund seit Jahrzehnten keine Goldmünzen mehr herausgegeben hat. Die Schätzungen, die ich in Fachkreisen gehört habe, bewegen sich zwischen etwa 100 Millionen Franken – als unterer, beinahe unrealistischer Grenze – und bis zu 250 Millionen Franken, was als realistischer Prägegewinn angesehen wird. Es geht also um einen stattlichen Betrag. Es ist klar, dass mit diesem Gewinn zuerst einmal die Aufwendungen des Bundes für die Feier bestritten werden sollen. Aber es geht nun nicht an, dass der Rest des Prägegewinns, der sich in der Grössenordnung zwischen 100 und 200 Millionen Franken bewegen könnte, einfach in die allgemeine Bundeskasse zurückfliesst. Die Freisinnigen sind mit der Kommission der Meinung, dass der verbleibende Rest in zwei Richtungen eingesetzt werden soll: zum einen, um die internationale Komponente, die Aktivität auf der Ebene der internationalen Solidarität, zu verstärken. Die 5 Millionen Franken, die in der Botschaft für den Jubiläumsfonds vorgesehen sind, sind zweifellos nicht genügend. Zum andern sollten wir gleichzeitig auch im Inland soziale und kulturelle Aktivitäten und Werke mit Langzeitwirkung, die im Rahmen dieses Jubiläums stattfinden, finanziell unterstützen. Damit bekommen wir ein Gleichgewicht zwischen inländischer und ausländischer Wirkung. Die sicher gutgemeinten Anträge von Frau Leutenegger Oberholzer und von Herrn Steffen wirken nämlich polarisierend, der eine mehr gegen innen, der andere mehr gegen aussen. Der Ergänzungsantrag zu Artikel 4 weist gegenüber diesen extremen Begehren, die abzulehnen sind, einen mittleren Weg.

Ich fasse zusammen: Die freisinnige Fraktion unterstützt einstimmig diesen Beschluss und empfiehlt Ihnen Eintreten. Wir wünschen vor allem dem Delegierten, Herrn Solari – das war eine gute Wahl des Bundesrates –, in seinem weiteren Wirken viel Glück und Erfolg.

**Bircher:** Ich kann Ihnen zunächst mitteilen, dass die sozialdemokratische Fraktion diesen beiden Bundesbeschlüssen zustimmt, ebenfalls dem durch den Ständerat erhöhten Kredit. Wir finden es positiv, dass nach den anfänglichen Schwierigkeiten, welche in der Innerschweiz anlässlich der Abstimmungen herrschten, jetzt doch durch die Gruppe de réflexion ein gewisser Schwung, auch eine gewisse Festfreude eingetreten ist, die es aber nach unserer Meinung auch richtig umzusetzen gilt. Wir verknüpfen eigentlich mit der Zustimmung zu diesen Bundesbeschlüssen doch zwei Hauptpunkte und zwei Hauptanliegen, die wir an den Bundesrat und an Herrn Solari richten und von denen wir hoffen, dass sie auch in der Realisierung Beachtung finden. Zunächst einmal legen wir Wert darauf, dass es wirklich ein Anlass für das ganze Volk wird, also ein Breitenanlass. Es soll, um es in der bildlichen Sprache des Sports auszudrücken, nicht ein Anlass für die Spitzensportler, für den Elitesport sein, sondern es soll wirklich für den Breitensport, also für den Mann und die Frau, für Jung und Alt, für Stadt und Land in der Schweiz ein Fest, ein Jubiläumsjahr, werden. Insofern mag es nicht erstaunen, dass unser Fraktionskollege Ledergerber auch einen Antrag eingereicht hat, den ich Ihnen jetzt schon beliebt machen möchte, nämlich auf Eintrittspreise zu verzichten. Es scheint uns, dass man doch auch Platz haben sollte in diesem relativ beachtlichen Kredit, um Gesamtveranstaltungen, um Volksanlässe oder kulturelle, politische Anlässe ohne pekuniäre Beiträge, auch wenn sie nur symbolischer Art wären, durchzuführen. Das würde uns sympathisch erscheinen; wir kündigen deshalb für die Fortsetzung der Beratungen jetzt schon einen entsprechenden Antrag an, verbunden mit dem Wunsch, dass Sie ihm zustimmen mögen.

Wir glauben auch, dass wir ruhig die Verknüpfung mit dem Ausland wagen können. Wir stellen uns zum Beispiel positiv zu Begegnungen mit Europa. Diese kommen in der Botschaft etwas zu kurz. Wir dürfen uns mit unserer Nachbarn, auch mit ausländischen, treffen, ihnen begegnen. Ich persönlich bin beispielsweise etwas skeptisch, wenn ich von geplanten Veranstaltungen lese wie z. B. von einem «inter-

nationalen Symposium», einem offiziellen «internationalen Festakt» mit dem Stand Bern und dem diplomatischen Korps; ich frage mich, ob dann in der Akzentsetzung solche Anlässe nicht doch das Hauptgewicht im Jubiläumsjahr finden könnten. Es wäre bedauerlich, wenn dann doch wieder der Eindruck entstünde, die da oben – die oberen Zehntausend, die Begüterten oder nur die Behörden – feiern jetzt, liessen es sich wohl sein. Ich glaube, man sollte gegenüber solchen Anlässen eine gewisse Reserve an den Tag legen.

Wir müssen uns auch bewusst sein, dass wir heute zwar in einem Land und in einer Zeit leben, in der die Leute viel reisen. Es ist noch selten so viel gereist worden wie heute, und trotzdem begegnen sich die Menschen mit grosser Mühe. Man reist, um an irgendein Ziel zu kommen, und man reist nicht in erster Linie, um sich zu begegnen, um Mensch und Land auch bei uns, in unserem eigenen Land, kennenzulernen. Vielleicht ist es doch eine grosse Chance, dass man jetzt dieses Jahr der persönlichen Begegnung einsetzen kann, um diesen menschlichen Verlust wieder etwas wettmachen zu können.

Ein zweites Anliegen, Herr Bundesrat und eben auch Herr Solari; gerade Ihnen als Tessiner sagen wir das: Wir waren etwas überrascht, dass Sie bereits die Landesausstellung 1998 in dieser Botschaft angeführt haben. An sich müssen wir mit der Zustimmung zu diesen beiden Bundesbeschlüssen nicht ja sagen zur Landesausstellung 1998 im Kanton Tessin. Aber sie ist doch in verbaler Form angezogen worden, und wir bitten den Bundesrat, sich die Art und Durchführung dieses Anlasses dann wirklich sehr genau zu überlegen, denn heute ist man gegenüber touristischen Grossanlässen, auch gegenüber Anlässen, die mit baulichen Folgewirkungen verbunden sind – das Stichwort Olympiade muss genannt werden, wenn Herr Delamuraz hier sitzt –, schon sehr skeptisch. Es wäre schade, wenn nach einem geglückten Jubiläumsjahr sich kritische Stimmen zeigten, die schliesslich zu einer Ablehnung der Landesausstellung führen könnten.

Wir sind persönlich eher skeptisch. Wir glauben eigentlich, die Zeit von grossen Bauausstellungen sei vorbei. Priorität soll doch eher die Begegnung von Mensch zu Mensch haben. Das geht auch ohne neue Pavillons, ohne neue Verkehrswege usw., und wir bitten Sie einfach, diesen Punkt, der in der Botschaft schon genannt ist – deshalb habe ich ihn erwähnt –, nochmals zu überdenken.

Aber wie gesagt: Die sozialdemokratische Fraktion stimmt den beiden Bundesbeschlüssen zu, und wir hoffen, dass Sie das grossmehrheitlich auch tun.

**Präsident:** Damit haben sich alle Fraktionssprecher geäussert. Es haben sich noch 11 Redner zum Eintreten angemeldet.

Ich beantrage Ihnen, hier die Sitzung zu unterbrechen.

*Hier wird die Beratung dieses Geschäftes unterbrochen  
Le débat sur cet objet est interrompu*

*Schluss der Sitzung um 21.00 Uhr  
La séance est levée à 21 h 00*

## **700 Jahre Eidgenossenschaft**

### **700e anniversaire de la Confédération**

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1988
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Herbstsession
Session	Session d'automne
Sessione	Sessione autunnale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	09
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	88.038
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	28.09.1988 - 16:00
Date	
Data	
Seite	1284-1289
Page	
Pagina	
Ref. No	20 016 691

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.